

Unité départementale des Cotes d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 03/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PROTAC OUEST (P1)

ZA de Lanjouan - rue de la Saudraie
BP 90322
22400 Lamballe-Armor

Code AIOT : 0005500091

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2023 dans l'établissement PROTAC OUEST (P1) implanté ZA de Lanjouan - rue de la Saudraie BP 90322 22400 Lamballe-Armor. L'inspection a été annoncée le 22/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection fait suite au courrier du 08/02/2022 envoyé à la société Protac demandant de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 liées au vieillissement des installations industrielles.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROTAC OUEST (P1)
- ZA de Lanjouan - rue de la Saudraie BP 90322 22400 Lamballe-Armor
- Code AIOT : 0005500091

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PROTAC OUEST P1 est un établissement spécialisé dans le travail et le traitement du bois sur la commune de LAMBALLE. Le site dispose :

- de 2 ateliers de traitement par autoclave composé de 3 autoclaves,
- d'une zone composée d'un bac de traitement par trempage,
- de 3 ateliers de travail du bois,
- plusieurs zones de stockage des produits.

Le thème de visite retenu est la prévention des risques liés au vieillissement des installations industrielles, réglementée par le plan de modernisation des installations industrielles (PM2I).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---------------------------------|---|-------------------|
| 2 | PM2I - Capacités | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 | Sans objet |
| 4 | PM2I - Dossiers des équipements | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8 | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---------------------------------------|---|-------------------|
| 1 | PM2I - Réservoirs | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4 | Sans objet |
| 3 | PM2I - Rétentions | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6 | Sans objet |
| 5 | Système de management environnemental | Arrêté Ministériel du 28/06/2021, article Annexe 3. | Sans objet |
| 6 | Cuve de traitement | Arrêté Ministériel du 28/06/2021, article Annexe 8.1. | Sans objet |
| 7 | Autoclaves | Arrêté Ministériel du 28/06/2021, article Annexe 8.3. | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection note une prise de conscience de l'état vétuste des équipements et des enjeux liés ainsi qu'une dynamique dans la modernisation par le renouvellement des cuves de stockage et de la cuve de traitement du bois. Elle a cependant constaté une faible maîtrise de la réglementation liée au vieillissement des installations (arrêté du 04/10/2010), qu'il conviendra de s'approprier pour les équipements nouvellement mis en service.

2-4) Fiches de constats

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>4-1. Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :</p> <ul style="list-style-type: none"> — supérieure à 10 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou — supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou — supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df. <p>[...]</p> <p>4-2. L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir.</p> <p>[...]</p> <p>Pour les réservoirs mis en service à compter du 1er janvier 2011, le programme d'inspection est défini au plus tard douze mois après la date de mise en service.</p> <p>4-3. Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède :</p> <ul style="list-style-type: none"> — à une visite de routine annuelle dont le but est de constater le bon état général du bac et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ; — à une inspection externe détaillée permettant de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. Cette inspection comprend a minima : — une inspection visuelle externe approfondie des éléments constitutifs du réservoir et des accessoires (tuyauterie, évent éventuel, etc.) ; — une inspection visuelle de l'assise ; — une inspection de la soudure robe fond ; — un contrôle de l'épaisseur de la robe, notamment près du fond ; — une vérification des déformations géométriques éventuelles du réservoir, et notamment de la verticalité, de la déformation éventuelle de la robe et de la présence d'éventuels tassements ; — une inspection des ancrages si le réservoir en est pourvu. <p>Cette inspection est réalisée au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.</p> <ul style="list-style-type: none"> — pour les réservoirs de plus de 100 m³, à une inspection hors exploitation détaillée du réservoir tous les dix ans comprenant : — l'ensemble des points prévus pour l'inspection externe détaillée ; — une inspection visuelle interne approfondie du réservoir et des accessoires internes ; — des mesures visant à déterminer l'épaisseur restante par rapport à une épaisseur minimale de calcul ou une épaisseur de retrait, conformément, d'une part, à un code adapté et, d'autre part, à la cinétique de corrosion ; |

| |
|--|
| <p>— un contrôle interne des soudures. Seront a minima vérifiées la soudure robe fond et les soudures du fond situées à proximité immédiate de la robe.</p> <p>[...]</p> <p>Pour les réservoirs mis en service à compter du 1er janvier 2011 :</p> <p>— la première inspection externe détaillée mentionnée ci-dessus est réalisée dans un délai de cinq ans après la mise en service ;</p> <p>— la première inspection hors exploitation détaillée mentionnée ci-dessus est réalisée dans un délai de dix ans après la mise en service.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Trois réservoirs aériens cylindriques en PEHD, d'une capacité individuelle de 14,8 m³, sont présents sur le site.</p> <p>Ils sont utilisés pour stocker le produit de traitement du bois ayant comme mentions de danger H400 et H410.</p> <p>Ces trois réservoirs entrent donc dans le champ d'application de cet article.</p> <p>Les trois réservoirs ont été mis en service entre mars et octobre 2023.</p> <p>L' état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection de chacun de ces équipements n'ont pas été réalisés au jour de l'inspection. Ils doivent être constitués au plus tard douze mois après leur date de mise en service.</p> <p>Les visites de routine, inspections externes détaillées et inspections hors exploitation détaillées seront réalisées suivant ces recommandations.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 2 : PM2I - Capacités

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et 2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou 3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou <p>[...]</p> <p>L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent..</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.</p> <p>L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique</p> |

par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.
Pour les tuyauteries et les capacités mises en service avant le 1er janvier 2011 :
— l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2012 ;
— le programme d'inspection est élaboré avant le 31 décembre 2013.
Pour les tuyauteries et les capacités mises en service à compter du 1er janvier 2011, l'état initial et le programme d'inspection sont réalisés au plus tard douze mois après la date de mise en service.

Constats :

Une cuve de traitement de bois, d'une capacité de 42 m³, est présente sur le site.
Elle est utilisée pour traiter le bois par trempage.
Le produit qu'elle contient a comme mentions de danger H400 et H410.
Cette cuve entre donc dans le champ d'application de cet article comme capacité. L'exploitant l'a bien identifiée à ce titre.
L'inspection a demandé l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection.
L'exploitant a fourni trois documents :
- le premier intitulé « Audit conformité des rétentions et sécurité du 07 février 2022 » dont la première partie concerne cette cuve de traitement. Il donne l'état de la cuve à un instant t par des photos et des observations/préconisations ;
- le deuxième est un tableur sur lequel sont prévus des contrôles visuels externes et des contrôles d'épaisseur tous les 18 mois ;
- le troisième intitulé « Procédure de contrôle des épaisseurs des parois de la cuve de traitement par bain » décrit l'emplacement des points de contrôle d'épaisseurs à réaliser sur la cuve, la périodicité (18 mois), par qui ce contrôle peut être réalisé et l'élément de sortie des résultats (rapport).
Ces documents sont insuffisants et ne répondent pas aux définitions d'un état initial, d'un programme et d'un plan d'inspection tel que décrit dans cet article et précisés dans les guides professionnels mentionnés à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 (DT 94 ou DT 96).
Concernant les derniers contrôles réalisés (contrôle visuel le 7 août 2023 et contrôle d'épaisseurs le 7 novembre 2023), les rapports n'étaient pas rédigés au jour de l'inspection.
Au cours de la visite sur le terrain, l'inspection a constaté de nombreuses déformations sur l'extérieur de la cuve, des points de corrosion ainsi que des coulures dont l'origine n'a pas pu être identifiée. Il a été demandé à l'exploitant de réaliser des analyses pour connaître la nature des coulures, mais ce dernier n'en a pas constaté depuis le jour de l'inspection.
Suite à l'inspection, l'exploitant a pris la décision de changer la cuve et a transmis à l'inspection un devis signé correspondant à une nouvelle cuve de traitement dont la livraison est prévue fin janvier 2024.

L'exploitant fournira les rapports des derniers contrôles réalisés sur la cuve sous 15 jours.
Il est également demandé d'apporter la preuve du changement de la cuve de traitement, sous 2 mois et d'appliquer les prescriptions de l'article visé pour cette nouvelle cuve, dans les délais prévus par la réglementation.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : PM2I - Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :
— les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des

| |
|---|
| <p>réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et</p> <ul style="list-style-type: none"> — les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et — les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et — les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. <p>L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.</p> <p>L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.</p> <p>Pour les ouvrages mis en service avant le 1er janvier 2011 :</p> <p>S'agissant des massifs des réservoirs et des cuvettes de rétention :</p> <ul style="list-style-type: none"> — l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2011 ; — le programme de surveillance est élaboré avant le 31 décembre 2012. <p>S'agissant des supports supportant les tuyauteries, les caniveaux et les fosses humides :</p> <ul style="list-style-type: none"> — l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2012 ; — le programme de surveillance est élaboré avant le 31 décembre 2013. <p>Pour les ouvrages mis en service à compter du 1er janvier 2011, l'état initial et le programme de surveillance sont réalisés au plus tard douze mois après la mise en service.</p> <p>Constats :</p> <p>La cuvette de rétention mise en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les trois réservoirs aériens cylindriques visés au constat N°1 entre dans le champ d'application de cet article.</p> <p>Cette cuvette a été mise en service en mars 2023.</p> <p>Son état initial et son programme de surveillance n'ont pas été réalisés au jour de l'inspection. Ils doivent être établis au plus tard douze mois après sa mise en service, soit avant mars 2024.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |
|---|

N° 4 : PM2I - Dossiers des équipements

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état initial, les programmes d'inspection ou de surveillance ainsi que les plans d'inspection ou de surveillance mentionnés aux articles 3 à 7 peuvent être établis selon les recommandations de guides professionnels reconnus par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Ces guides définissent :</p> <ul style="list-style-type: none"> — les règles d'estimation de l'importance du risque environnemental lorsque les articles précédents le prévoient ; — les règles de réalisation de l'état initial ; |

| |
|--|
| <p>— les modalités d'établissement des plans d'inspection ou de surveillance et de maintenance éventuelle ;</p> <p>— le délai de mise en application des révisions du guide lors de chaque révision.</p> <p>Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant :</p> <p>— l'état initial de l'équipement ;</p> <p>— la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ;</p> <p>— les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ;</p> <p>— les interventions éventuellement menées.</p> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ce dossier peut constituer le dossier mentionné au 3 de l'annexe I de l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier, du livre V du code de l'environnement.</p> <p>Lorsque les documents mentionnés ci-dessus sont établis sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, les révisions du guide sont prises en compte par l'exploitant dans le délai fixé par ces révisions.</p> <p>Constats :</p> <p>Pour les équipements mis en service en 2023 (les 3 réservoirs aériens cylindriques et leur cuvette de rétention), les dossiers mentionnés dans l'article ci-dessus seront constitués avant l'échéance des douze mois suite à leur mise en service.</p> <p>Concernant la cuve de traitement du bois, ce dossier n'existe pas. L'exploitant ayant programmé le renouvellement de cette cuve, il doit apporter la preuve du changement de la cuve, sous 2 mois et constituer le dossier de cette nouvelle cuve de traitement dans les délais prévus par la réglementation.</p> <p>Le dossier de chaque équipement précisera s'il a été établi selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 (DT 94 pour les réservoirs aériens cylindriques, DT 92 pour la cuvette de rétention et DT 94 ou DT 96 pour la cuve de traitement du bois).</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> |
|--|

N° 5 : Système de management environnemental

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/06/2021, article Annexe 3. |
| Thème(s) : Risques accidentels, SME - Maintenance |
| <p>Prescription contrôlée (applicable au 9 décembre 2024 suivant l'article 2) :</p> <p>L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié présentant toutes les caractéristiques suivantes :</p> <p>[...]</p> <p>xii. Mise en oeuvre de programmes de maintenance appropriés.</p> <p>xxv. Enregistrement des fuites et déversements accidentels, et plans d'amélioration</p> |

| |
|--|
| (contremesures). [...] |
| Constats : L'inspection a vérifié l'existence du SME et de programmes de maintenance. Ces derniers ont été réalisés suivant un guide (Arbust) approprié pour l'activité et sont adaptés au site. L'inspection a également demandé un exemple d'enregistrement des fuites. L'exploitant a présenté la fiche Barpi qui a été réalisée (en date du 30/03/2022) suite à la dernière fuite. Elle présente un plan d'actions. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Cuve de traitement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/06/2021, article Annexe 8.1. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des fuites |
| Prescription contrôlée (applicable au 9 décembre 2024 suivant l'article 2) : Pour les procédés non réalisés sous pression, l'exploitant applique une des techniques énumérées ci-dessous. Technique a) Cuves de traitement à double paroi munies de dispositifs automatiques de détection des fuites b) Cuves de traitement à paroi simple, équipées d'un système de rétention de taille suffisante (1) et résistant aux produits de préservation du bois, d'un carter de protection et d'un dispositif de détection automatique des fuites (1) Le système de rétention dispose d'un volume au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité de la plus grande cuve de traitement ; - 50 % de la capacité totale des cuves de traitement associées. |
| Constats : La technique choisie par l'exploitant est la b). Il s'agit d'une cuve de traitement à paroi simple équipée d'une cuvette de rétention en béton disposant d'un volume égal à 100 % de la capacité de la cuve. Elle est réputée résistante aux produits. Cependant l'inspection a constaté visuellement qu'elle est en mauvais état. De plus, elle ne dispose pas de dispositif de détection automatique des fuites. L'exploitant devra se mettre en conformité en s'assurant de la résistance de sa rétention par la réalisation de tests d'étanchéité et ajouter un dispositif de détection automatique des fuites avant le 09/12/2024. Ce point fera l'objet d'une inspection à la suite de ce délai. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Autoclaves

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/06/2021, article Annexe 8.3. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des émissions de produits |
| Prescription contrôlée (applicable au 9 décembre 2024 suivant l'article 2) : Pour les procédés réalisés sous pression (autoclaves), l'exploitant applique toutes les techniques indiquées ci-dessous. Technique Description |

a) Dispositif de sécurité permettant d'empêcher la mise en route du procédé tant que la porte de l'autoclave n'est pas hermétiquement fermée

La porte de l'autoclave est hermétiquement fermée dès que le bois est chargé et avant que le traitement ne débute. Des systèmes automatiques sont prévus pour empêcher la mise en route de l'autoclave si la porte n'est pas hermétiquement fermée.

b) Dispositifs de sécurité permettant d'empêcher l'ouverture de l'autoclave lorsqu'il est sous pression et/ou rempli de la solution de préservation

Des dispositifs de sécurité affichent la pression et indiquent si du liquide est présent dans l'autoclave. Ils empêchent l'ouverture de l'autoclave tant qu'il est sous pression et/ou rempli.

c) Système de verrouillage de la porte de l'autoclave

La porte de l'autoclave est équipée d'un système de verrouillage destiné à empêcher l'écoulement des liquides dans le cas où il faudrait ouvrir la porte en urgence. Le système de verrouillage permet l'ouverture partielle de la

porte pour libérer la pression tout en empêchant l'écoulement des liquides.

d) Utilisation et maintenance des soupapes de sécurité

Les autoclaves sont équipés de soupapes de sécurité pour les protéger d'une pression excessive. L'air rejeté par les soupapes est dirigé vers un réservoir de capacité suffisante. Les soupapes de sécurité sont inspectées au moins une fois tous les 6 mois à la recherche de signes de corrosion, de contamination ou de montage incorrect et sont nettoyées et/ou réparées selon les besoins. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées la liste et la localisation des soupapes concernées ainsi que le résultat des inspections et des suites qui y sont données.

Constats :

L'inspection a vérifié l'application des techniques ci-dessus sur les autoclaves.

Concernant les soupapes de sécurité, le dernier rapport d'inspection (visuelle) en date du 12 juillet 2023 a été présenté. Il mentionne qu'un changement de certaines soupapes est requis. Celles-ci ont été changées en septembre 2023. Une nouvelle inspection a été réalisée le 7 novembre 2023. La réalisation d'un contrôle d'épaisseur a été ajouté au contrôle visuel. Il sera renouvelé tous les 18 mois. Une procédure pour la réalisation des contrôles des épaisseurs a été rédigée : « Procédure de contrôle des épaisseurs des parois des autoclaves du 03 octobre 2023 ».

Le rapport d'inspection des soupapes du 7 novembre 2023 est à transmettre à l'inspection, sous 15 jours.

Type de suites proposées : Sans suite